

Le saviez vous ?
NOUS VOUS PRÊTONS
en attendant que vos clients vous paient.

Jusqu'à
80%
du montant
des créances

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP
f in | www.boafrica.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture

www.journal-lemedium.com

N° 0660 du 08 au 14 Juillet 2025 - Prix : 250 F CFA

MUNICIPALES DU 17 JUILLET 2025 - LACS 1 - CAMPAGNE :

TOGO-MANIFESTATIONS :

**LE RÉSEAU PANAFRICAIN DES
OBSERVATEURS ET DÉFENSEURS
DES DROITS DE L'HOMME
CONDAMNE TOUTES ACTIONS
METTANT EN PÉRIL
L'ORDRE PUBLIC
ET LA STABILITÉ
DU PAYS** P.6



La Ministre-SG de la
Présidence du
Conseil lors du meeting

LA LISTE UNIR EN OPÉRATION DE CHARMIE

P.2

CORIS BANK
INTERNATIONAL

PRÊT SCOLAIRE
**LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS**
DISPONIBLE EN 24H



JUSQU'À 5 MOIS
DE SALAIRE
0%
1^{er} JUILLET AU
31 OCTOBRE 2025

REMBOURSABLE SUR
12 MOIS
REMBOURSABLE SUR

EDITO

S'ADMETTRE
QUE
L'HUMAIN
EST BÊTE

La vie humaine est une scène théâtrale. Le parcours de l'humain constituant des pièces de théâtre à diverses thématiques, nous pouvons facilement concéder que notre existence terrestre est assimilable à une succession d'actes que nous posons et sans nous mentir de bêtises.

Oui nous en commettons tous les jours à tort ou à raison. Ce qui nous amène à nous accorder avec Sophia Sherine Hutt que " La bêtise est un vaste théâtre où s'alternent divers masques et costumes."

Notre monde est vaste et dur, pleins de rebondissements et on a tendance à cligner des yeux et à rater les instants essentiels.

Pour Sophia Sherine Hutt, il faut tout simplement retenir de sa pensée que pour vivre heureux, il faut admettre que l'être humain est fondamentalement bête. C'est assez dur mais c'est ainsi je le pense bien.

Crédo TETTEH

MUNICIPALES DU 17 JUILLET 2025 - LACS 1- CAMPAGNE :

LA LISTE UNIR EN OPÉRATION DE CHARME

Samedi 5 Juillet 2025. Une journée de campagne électorale bien particulière dans la Commune Lacs 1 à Aného. La liste UNIR a déroulé son tapis à la conquête des électeurs. Dans le cadre de la campagne électorale en vue des élections municipales du 17 juillet prochain.

de campagne mais surtout l'expression d'une communion véritable et d'une fusion entre les candidats UNIR et les populations des Lacs. Et cela s'est ressenti par l'engouement porté pour le meeting et bien évidemment les différents messages véhiculés. Des mots bien choisis, des verbes bien employés, des ges-



La Ministre-SG de la Présidence du Conseil lors du meeting

La foule de militants et de curieux étaient bien exceptionnelle. Tous rayonnaient et portaient à cœur joie cette fête électorale en présence de Sandra Ablamba Johnson, Candidate aux côtés du Maire Alexis Aquereburu. Le Ministre Jean-Marie Tessi, également natif d'Aného était présent à ce grand meeting.

Samedi 5 juillet fut une journée

tes bien mesurés et épousant la sagesse africaine et surtout culturelle des natifs de la Ville d'Aného.

Pendant deux semaines (du 1er au 15 juillet), les partis politiques, regroupements de candidats et indépendants sillonneront le pays afin de convaincre les électeurs sur leurs programmes et visions pour la gestion des collectivités locales.

Dans la commune Lacs 1, 5 listes



Une vue de la foule

sont en lice pour les 11 sièges de conseillers. Parmi celles-ci, il faut noter la liste du parti au pouvoir, Union pour la République (UNIR) portée par le Maire sortant, Me Alexis Coffi Aquereburu qui mène des opérations de charme en défendant les contenus alléchants de son parti à travers des programmes multiformes de campagne électorale en direction des électeurs pour solliciter leurs voix.

En tout, dans le cadre de l'élection municipale du 17 juillet prochain, 494 listes sont en compétition, pour 1527 sièges à pourvoir dans les 117 communes au Togo.

4.637.998 électeurs inscrits sur les listes électorales au plan national attendent apprécier au cours de cette campagne électorale, les meilleurs programmes des acteurs politiques en compétition inspirant confiance, afin de pouvoir se prononcer librement sur les candidats conseillers

municipaux de leur choix à élire le jour du scrutin, et parmi lesquels seront issus maires et adjoints aux maires pour un nouveau mandat de six (06) ans à la tête des 117 communes du Togo.

Notons que la ville d'Aného est reconnue pour son patrimoine culturel et son architecture, inscrite sur la liste indicative au Patrimoine mondial de l'UNESCO depuis le 12 décembre 2000. Située dans le sud-est du Togo, Aného est une ville côtière avec une histoire riche et complexe, fondée il y a près de 400 ans, principalement par le peuple Guin originaire de la Côte-de-l'Or (actuel Ghana). Elle fut un carrefour de rencontres de plusieurs peuples et un port important pour le commerce transatlantique des esclaves, jouant également un rôle de capitale du Togo à deux reprises (1887-1897 et 1914-1919).

Crédo TETTEH

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT/COMMUNE LACS 1 :

Sandra Ablamba Johnson sensibilise les jeunes

Dans le cadre du projet Clean and Green City, la Ministre SG de la Présidence du Conseil a participé ce dimanche matin à Aného au programme Protection de l'environnement. Il s'est agi, avec la communauté, de rendre la plage d'Aného, toujours et en tout temps, propre.

Le "Clean and Green City Project" (Projet Ville Propre et

Verte) englobe diverses initiatives mondiales visant à promouvoir le développement urbain durable, la gestion des déchets, la préservation de l'environnement et l'amélioration de la qualité de vie des citoyens.

Ce projet implique les citoyens, les communautés, les écoles et les organisations locales dans des actions pour un environnement plus sain, comme des campagnes de net-



Culture: Hahotoé sanctuaire de la mode

La ville de Hahotoé va accueillir la première édition du Beauty Togo International Festival du 18 au 21 septembre 2025.

L'événement a été lancé ce mercredi 25 juin au centre communautaire de Bè par le salon de coiffure Yda Style de Lomé, en collaboration avec l'Association Fargo culture de Hahotoé.

Cet événement dédié à la valorisation de la beauté africaine et à la professionnalisation de son industrie sur le continent africain va se dérouler du 18 au 21 septembre 2025 à Hahotoé; une véritable plateforme internationale, réunissant les principaux acteurs de l'industrie de la beauté et des cosmétiques pour peaux noires et métissées.

Au cours de ces quatre jours, le festival entend offrir un cadre d'échanges,



La table d'honneur

de rencontres et de partages autour de la beauté de la femme africaine, avec un accent particulier sur la promotion du cheveu naturel. Ceci à travers des ateliers thématiques, conférences, expositions, parades de beauté et prestations artistiques.

Ce projet, porté par Kwami Joseph Gomado, maire de la commune Golfe

1, met en lumière l'entrepreneuriat féminin dans le domaine de la beauté, un secteur à fort potentiel économique en pleine croissance sur le continent africain.

Pour la représentante du maire Gomado, "on ne peut qu'accompagner Yda style à la réussite de ce projet, car c'est une femme battante qui s'illustre positivement dans la commune Golfe 1. Nous demandons à tout le monde d'apporter son soutien pour la réussite de cet événement international car c'est le Togo qui rayonne" a dit Mme Mazalo

"Nous avons pour objectif de créer des connexions professionnelles entre

Suite à la page 3

toyage et des initiatives de développement durable.

Gantée, Sandra Ablamba Johnson a, dans une humilité et disponibilité habituelles, ramassé les déchets jonchant la plage. Une façon à elle de sensibiliser la communauté à rendre la ville d'Aného propre et verte. Elle avait à ses côtés d'autres membres du Gouvernement dont le Ministre Jean-Marie Koffi TESSI.

Occasion également pour la Ministre-SG de la Présidence du Conseil de sensibiliser les jeunes sur les aspects négatifs des réseaux sociaux. Histoire d'amener les jeunes à utiliser les réseaux sociaux pour les recherches contribuant à leur développement personnel et intellectuel.

Crédo TETTEH



Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
23 Rue Formatec, Agoè-Cacavéli
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Publication :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERE Razak
Impression : Saint Louis
Tirage : 2.500 exemplaires
Logistique : Dodo Abalo (90 97 52 56)

JUSTICE -APPELS A MANIFESTATIONS : AUCUN DÉCÈS SUITE À UNE RÉPRESSION POLICIÈRE, SELON LE PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE

Le Procureur de la République Talaka Mawama était sur la Télévision nationale hier dimanche. Au cours de son intervention, il a clairement informé l'opinion nationale et internationale qu'aucun décès n'est consécutive à une répression policière lors des dernières manifestations à l'appel des bloggeurs et influenceurs.

Par Crédo TETTEH

Aussi a-t-il déclaré de l'ouverture d'une enquête judiciaire contre X suite aux corps repêchés dans les lagunes et le 4eme lac.



Talaka Mawama, Procureur de la République

" Sur l'ensemble de ces corps découverts, une enquête judiciaire a déjà été ouverte contre X et elle est en cours. Et cette enquête

a pour objectif d'élucider davantage les circonstances et les causes exactes de la mort ainsi survenue ", a précisé M. Mawama.

Le Procureur de la République Talaka Mawama a fait état de cinq corps repêchés : quatre par noyade dont deux survenus avant le début des manifestations. Les deux corps étaient dans un état de décomposition, selon les médecins spécialistes. Le cinquième corps n'a pas été examiné, les parents ayant refusé.

Concernant les interpellations, le Procureur de la République a dressé le bilan : 114 personnes

ont été interpellées lors des manifestations des 5, 26, 27 et 28 juin 2025.

Au total, 87 personnes ont été libérées et 18 condamnées à 12 mois de prison dont 11 mois avec sursis. Neuf personnes font l'objet d'une " information judiciaire ".

Pour rappel, les manifestations de Juin 2025 ont été lancées sur les réseaux par des bloggeurs et influenceurs. La veille, le gouvernement avait déjà mis en garde contre des manifestations illégales et **irrégulières**.

ENGAGEMENT HUANITAIRE :

Le Togo félicité pour ses actions en faveur des réfugiés et déplacés

Dans un contexte sous-régional marqué par les déplacements forcés et les tensions sécuritaires, le Togo fait figure d'exemple par son engagement humanitaire et ses actions en faveur des réfugiés et déplacés internes. À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, célébrée le 20 juin de chaque année, les autorités ont lancé une vaste campagne de consultations médicales gratuites pour plus de 2 000 réfugiés vivant dans la région des Savanes. C'est l'une des nombreuses actions initiées par le gouvernement pour le bien être de ces personnes en situation délicate.

Acte de proximité et d'humanité

L'initiative traduit une volonté affirmée de garantir un accès équitable aux services sociaux de base pour les personnes qui, fuyant les violences ou les persécutions, ont trouvé refuge sur le territoire togolais. En collaboration avec des partenaires techniques et financiers, le gouvernement œuvre ainsi pour une intégration humaine, digne et durable de ces populations.

La campagne de soins gratuits lancée dans le nord du pays se veut globale et inclusive. Elle comprend une gamme de services essentiels : consultations prénatales



Séance d'enregistrement de réfugiés et déplacés dans la région des savanes

avec échographies obstétricales pour les femmes enceintes, consultations ophtalmologiques, prise en charge en santé mentale, dépistages du VIH, du diabète et de l'hypertension artérielle.

Le programme inclut également la vaccination de routine des enfants, le traitement de la malnutrition ainsi que la distribution de moustiquaires imprégnées. Cette réponse sanitaire, qui concerne à la fois les réfugiés et les communautés hôtes, vise à renforcer la résilience collective dans les zones d'accueil. L'objectif est double : prévenir les crises de santé publique et témoigner, par l'action, de la solidarité de l'État envers ceux qui ont tout perdu.

Au-delà des urgences sanitaires, le Togo a inscrit dans sa politique nationale des mesures ambitieuses

en faveur de l'inclusion sociale des réfugiés, déplacés internes et apatrides. Le gouvernement s'est engagé à intégrer 15 000 personnes vulnérables dans les projets de protection sociale non contributive et 5 000 autres dans les dispositifs d'autonomisation économique, avec une approche sensible au genre. Sur le plan éducatif, les efforts sont tout aussi notables. L'État garantit désormais l'accès à l'éducation de base et à l'enseignement supérieur à 8 000 enfants réfugiés et déplacés internes, dans les mêmes conditions que les enfants togolais, grâce à la simplification des procédures d'inscription et à la délivrance des documents administratifs nécessaires à la scolarisation.

Avec près de 33 000 réfugiés et demandeurs d'asile vivant sur son

territoire, le Togo démontre qu'au-delà des discours, la solidarité est un principe actif de gouvernance. En octobre 2024, plus de 12 688 ménages vulnérables, représentant environ 63 440 personnes, avaient déjà bénéficié de kits alimentaires et nutritionnels dans les zones d'accueil, dans le cadre de la 3^e phase du programme CNAR-PAM. Cet effort multisectoriel renforce la position du pays en tant que terre d'hospitalité et d'inclusion. Il traduit aussi une conception moderne de la gouvernance humanitaire, où chaque réfugié est vu non comme un fardeau, mais comme un acteur potentiel du développement local.

Un arsenal juridique contre l'apatridie

Conscient de l'enjeu que représente l'apatridie, notamment chez les enfants nés de parents étrangers, le Togo a engagé une révision en profondeur de son Code de la nationalité. Le nouveau texte prévoit l'attribution de la nationalité togolaise aux enfants nés sur le territoire national de parents étrangers, afin de prévenir toute situation d'apatridie à la naissance. Autre avancée majeure : la suppression de toute possibilité de déchéance de nationalité si cela devait entraîner l'apatridie. Ce renforcement du cadre juridique découle de la ratification, par le Togo, de la Convention des Nations Unies sur la réduction des cas d'apatridie, consolidant ainsi son rôle de pionnier dans la sous-région.

L'engagement du Togo est salué à l'international. En juin 2025, le pays a été désigné comme l'un des 4 bénéficiaires d'un financement de plus de 6,5 milliards de francs CFA de l'Union européenne, dans le cadre de l'initiative régionale Unité. Le but est de soutenir les populations déplacées fuyant les

violences du Sahel, principalement du Burkina Faso, et d'aider les communautés hôtes à absorber cet afflux. Ce projet, mis en œuvre par le HCR, l'OIM, l'Unicef et le PAM sur une période de 2 ans, permettra d'améliorer l'accès à l'éducation, aux soins de santé, au logement, aux activités génératrices de revenus et au renforcement de la sécurité alimentaire. L'ambition est claire : faire de l'humanitaire un levier de développement durable.

Le vendredi 04 juillet 2025, la réunion ministérielle relative au dialogue régional sur la sécurité nationale et la protection des réfugiés a abouti à l'adoption et à la signature de la " Déclaration de Lomé " sur la sécurité nationale et la protection des réfugiés, fruit d'un processus de dialogue concerté et continu entamé depuis plus d'un an par 5 pays notamment, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Togo sur des thématiques variées touchant aux déplacements forcés. Selon le ministre de la Sécurité et de la Protection civile du Togo, Calixte Madjoulba, depuis 2012, la dégradation de la situation sécuritaire au Sahel a entraîné le déplacement forcé de plus de 4 millions de personnes en Afrique de l'Ouest et du Centre, engendrant d'importants déplacements internes ainsi que des mouvements de réfugiés vers les pays voisins.

Si les premiers flux sont demeurés essentiellement sous-régionaux, la situation au Burkina Faso, à partir de 2021, avait provoqué des mouvements de réfugiés et de demandeurs d'asile vers le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Ghana, et qu'à la fin du mois de mars 2025, on recensait environ 154 200 arrivées dans ces 4 pays, auxquels s'ajoutent plus de 19 000 personnes déplacées à l'intérieur des territoires béninois et **togolais**.

CULTURE : Hahotoé sanctuaire de la mode

Suite de la page 2

experts, marques, créateurs, artisans, chercheurs et consommateurs, afin de discuter des produits et solutions innovantes qui valorisent la peau noire et les cheveux afro-texturés ", a expliqué Adjo Aléké, patronne du salon Yda Style.

Au-delà de la célébration de l'esthétique africaine, Beauty Togo International Festival est pensé comme un projet de structuration et de professionnalisation de l'industrie de la beauté en Afrique. Il vise à accom-

pagner les acteurs du secteur dans le développement de leurs compétences, l'accès aux marchés, la visibilité et l'innovation.

" Valoriser la beauté traditionnelle pour l'autonomisation des femmes " est le thème retenu pour cette première édition

Selon les porteurs du projet, ce thème est une orientation claire vers l'inclusion économique et sociale des femmes, à travers la redécouverte et la mise en valeur des savoir-faire traditionnels, souvent transmis de généra-

tion en génération.

Beauty Togo s'annonce ainsi comme un rendez-vous annuel incontournable pour les passionnés et professionnels de la beauté africaine, avec l'ambition de faire rayonner le continent à travers sa richesse esthétique, culturelle et entrepreneuriale.

Un avis est lancé à toutes bonnes volontés souhaitant accompagner l'événement pour sa réussite peut contacter Yda style au 93556531.

Dodo ABALO

Zozo

ÉLECTIONS MUNICIPALES DU 17 JUILLET PROCHAIN : UNIR-BINAH EST DESCENDUE OFFICIELLEMENT DANS L'ARÈNE CE SAMEDI 05 JUILLET



La campagne électorale pour l'élection des conseillers municipaux du 17 juillet prochain a été lancée dans le Canton de Solla (Préfecture de la Binah), le samedi 5 juillet par le parti UNIR. C'était en présence de nombreux militantes et militants du canton et de ses environs.

Démarrée officiellement le 1er juillet dernier, la campagne électorale pour les municipales du 17 juillet prochain se poursuit sur toute l'étendue du territoire national. Dans la préfecture de la Binah, précisément dans le canton de Solla, c'est ce samedi 05 juillet que le parti au pouvoir, UNIR a choisi de lancer son opération de charme.

Une délégation du parti UNIR, conduite par le distingué militant 2ème vice-président du Sénat Henri Kodjoulou Dogo, s'est entretenue avec les populations du canton de Solla. Il avait à ses côtés, le distingué militant ministre Trimua et l'honorable député Gani.

Plusieurs groupes folkloriques, dont l'émblématique Idjombi de Solla, se rivalisent d'ardeur pour rendre cette rencontre festive. Le message de paix, de responsabilité, de sécurité, de mobilisation, de vote utile et de développement du Canton de Solla incarné par le Président-fondateur du grand parti Union pour la République (UNIR), a été délivré.

Les militants réceptifs aux différents messages, ont promis une victoire éclatante et écrasante de la liste UNIR au soir du 17 juillet 2025.

@macite.ig

SANTE-RECRUTEMENT : L'EXÉCUTIF À LA RECHERCHE DE 220 AGENTS CONTRACTUELS

Dans le cadre du renforcement des ressources humaines dans le domaine de la santé maternelle et infantile, le gouvernement a lancé un appel à candidatures pour le recrutement d'agents de santé par voie contractuelle.

Au total, quelque 220 personnels de santé sont recherchés, dont 05 médecins gynécologues-obstétriciens, 05 ingénieurs des travaux biologiques, 122 sages-femmes d'Etat et 88 infirmiers d'Etat, sont recherchés pour être mis à la disposition du ministère de la santé.

L'initiative, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement des ressources humaines dans le domaine de la santé maternelle et infantile, se veut d'améliorer l'accès aux soins obstétricaux et néonataux, en dotant les structures sanitaires de personnels qualifiés et disponibles.

Les candidatures ouvertes jusqu'au 31 juillet prochain, sont adressées au ministre de la Santé et de l'hygiène publique. Elles sont à déposer à la Direction des ressources humaines du ministère.

@macite.ig

S.R.H. FAHMI, NOUVEL AMBASSADEUR DE L'INDE AUTOGO

La République de l'Inde dispose d'un nouvel ambassadeur au Togo. Le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey, a reçu le jeudi 3 juillet à Lomé, la copie des lettres de créance du diplomate désigné, S.R.H. Fahmi.

Nommé depuis janvier, le diplomate aura entre autres pour mission, de renforcer un peu plus la coopération entre les deux pays. Il remplace à ce poste Shri Sanjiv Tandon, qui fut le premier ambassadeur de l'Inde au Togo.

Liés depuis plusieurs décennies, le Togo et l'Inde ont intensifié leur partenariat ces dernières années. Le géant asiatique appuie notamment le pays dans plusieurs domaines : développement industriel, promotion des PME-PMI et enseignement supérieur. La relation bilatérale s'est également orientée vers la promotion des énergies renouvelables et la lutte contre le changement climatique. Les deux nations sont d'ailleurs des membres actifs de l'Alliance solaire internationale (ASI).

Source : @Republiquetogolaise.com

BOA-Togo :

L'Avance sur facture, un produit de crédit de trésorerie simple

Afin de permettre aux TPE, APME et PMI de développer leurs activités en toute quiétude, Bank of Africa (BOA-Togo) met à leur disposition, un produit de crédit de trésorerie simple, efficace et renouvelable qui est l'avance sur facture. La BOA-Togo s'inscrit à cet effet dans une dynamique de prêt jusqu'à 80 % de vos factures. Une ultime preuve de la proximité de BOA-Togo avec ses clients.

Jusqu'à 80 % de vos factures en trésorerie immédiate

Pour être bénéficiaire de ce produit, toute entreprise devra disposer d'un compte BOA depuis au moins trois mois. Elle peut donc solliciter ce financement à court terme, dès lors qu'elle détient une facture validée par un donneur d'ordre solvable, et que la livraison ou la prestation de service concernée a effectivement été exécutée.

née a effectivement été exécutée.

BOA-Togo avance alors jusqu'à 80 % du montant total de la facture, en attendant que le donneur d'ordre règle le paiement. Une solution efficace qui permet de transformer rapidement une créance en liquidité, sans attendre les 30, 60 ou 90 jours de délai contractuel.

Il faut ajouter que ce produit de BOA-Togo s'impose comme un outil stratégique de développement des entreprises, offrant non seulement un accès rapide à des ressources financières, mais permet aussi d'optimiser les relations fournisseurs en réglant les prestations plus vite - souvent avec des

remises à la clé.

Auto-amortissable, l'avance est remboursée dès que la facture est réglée par le client final, sans alourdir la structure d'endettement de l'entreprise.

Des critères d'octroi souples mais encadrés par BOA-Togo

Toutes les PME/PMI sont éligibles, quels que soient leur secteur d'activité ou leur domaine d'intervention, pourvu qu'elles respectent certaines conditions de base.

Pour rappel, il faut être une entreprise ou structure cliente de BOA depuis au moins trois mois ; disposer de factures valides avec un délai de paiement maximum de 120 jours ; et travailler avec des donneurs d'ordre jugés fiables et solvables par la banque.

La Rédaction

GRANDE CARAVANE DU PDP :

Mobilisation générale pour une victoire retentissante le 17 juillet 2025

Le Parti Démocratique Panafricain (PDP) annonce l'organisation d'une grande caravane de mobilisation de son électorat à travers la ville de Lomé en passant par ses artères primordiales comme les Communes du Golfe 6, du Golfe 3 et de Agoè 3, en vue des élections municipales prévues le 17 juillet 2025.

En effet, cette opération de proximité vise à mobiliser massivement les militants et sympathisants, et à renforcer l'adhésion autour du projet politique porté par le PDP et ses alliés de la coalition Togo d'Abord.

La caravane, qui sillonnera plusieurs quartiers stratégiques, mettra en lumière l'idéologie du centre défendue par le PDP. Ce positionnement en qualité de parti modéré se traduit par la recherche constante d'un équilibre entre justice sociale et initiative privée, en plaçant l'humain au cœur des politiques publiques tout



en promouvant l'innovation, l'entrepreneuriat et la bonne gouvernance.

La coalition Togo d'Abord, constituée de diverses sensibilités républicaines et progressistes (PDP, MRC, MCD et CPP) s'engage à promouvoir un développement harmonieux, inclusif et durable pour l'ensemble

des territoires togolais. Ses listes, présentes dans la majorité des circonscriptions électorales, rassemblent des profils expérimentés de jeunes togolais talentueux et désireux d'apporter un souffle nouveau à la gestion de l'affaire communale.

Au cœur de ce mouvement, le

sénateur Innocent KAGBARA, président national du PDP, porte une vision ambitieuse à l'horizon 2050. Baptisée Vision 2050, cette stratégie de long terme repose sur trois piliers fondamentaux : Réforme et refondation des institutions pour garantir la démocratie et la participation citoyenne ; développement économique solidaire pour éradiquer la pauvreté et soutenir les initiatives locales ; investissement massif dans la jeunesse et l'éducation, moteurs d'un Togo moderne et prospère.

En cohérence avec cette vision, la caravane entend véhiculer un message fort d'unité, de responsabilité et de confiance en l'avenir. Les populations sont ainsi invitées à participer en grand nombre à cette mobilisation, signe de l'engagement du PDP à construire un avenir commun, ancré dans le progrès et le respect des valeurs républicaines.

La Rédaction

SANTÉ : Les droits sexuels et reproductifs des adolescents pris en compte au Togo

Du 23 au 25 juin 2025, 15 jeunes, scolarisés et non scolarisés de la ville de Notsé ont renforcé leurs capacités en Éducation aux Valeurs et à la Santé Sexuelle (EVSS), initiée par l'ATBEF, la formation avait pour objectif de doter les jeunes de compétences en matière de santé sexuelle, afin qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle de relais communautaires et transmettre des informations fiables et adaptées à leurs pairs. Une semaine auparavant, dans le cadre de la mise en œuvre du projet : EmpowHER, l'ATBEF a appuyé le ministère des Enseignements Primaire et Secondaire, dans l'organisation de l'atelier d'élaboration des outils harmonisés de suivi de la mise en œuvre de l'Éducation aux Valeurs et à la Santé Sexuelle (EVSS). Organisé les 20 et 21 à l'Hôtel AMOUKADI, cet atelier vise à doter les acteurs du système éducatif d'outils concrets et adaptés pour mieux suivre l'intégration et l'impact de l'EVSS en milieu scolaire. Il marque une étape clé pour garantir à chaque jeune un accès à une éducation complète à la sexualité, respectueuse des droits humains et propice à un développement sain et épanouissant.

Ces activités de l'ATBEF est droite ligne avec la politique du gouvernement en la matière qui s'est engagé à promouvoir la santé et les droits sexuels et reproductifs pour tous, avec un accent particulier sur les adolescents vulnérables. Les adolescents, notamment les jeunes filles en situation de vulnérabilité, restent confrontés à de nombreux obstacles en matière d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Les grossesses précoces, les IST et les violences basées sur le genre touchent encore une proportion significative de jeunes, en particulier dans les zones rurales/milieus défavorisés.



Une séance de formation des jeunes en SSR dans le Haho

Eu égard à cela, le gouvernement a inscrit la protection de la santé sexuelle des adolescents parmi ses priorités, estimant qu'il s'agit d'un levier fondamental pour garantir l'épanouissement de la jeunesse et consolider le capital humain national.

" Ma santé - Mes droits "

Il s'agit d'un projet lancé en juillet 2022. Il est mené par Plan International Togo, financé à 90 % par l'Union européenne (UE) et à 10 % par Plan Bornefonden Danemark. Ma santé - Mes droits couvre 6 pays dont le Togo. Dans la région maritime, par exemple, dans les 3 préfectures Vo, Yoto, Zio, environ 97 000 adolescentes vulnérables ont déjà bénéficié d'informations, d'éducation sexuelle et d'un meilleur accès aux services de santé sexuelle et reproductive. En mars 2025, plus de 200 enseignants et 2 000 pairs éducateurs ont renforcé leurs compétences pour sensibiliser de façon adéquate leurs communautés sur des questions de santé et de droits sexuels des jeunes.

Aussi, le projet engage un dialogue intergénérationnel, impliquant les parents d'élèves, les chefs traditionnels et les soignants, ce qui brise les tabous pour favoriser un environnement où les adolescents ne craignent pas

d'aller aux informations et de s'ouvrir sur leur sexualité.

Le 7 mai 2025 à Tagligbo, les responsables du projet " Promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs universels des adolescents vulnérables en Afrique de l'Ouest-Togo, région maritime " ou " Ma Santé - Mes Droits " ont évalué les acquis. Compte tenu des bienfaits de l'initiative, le projet a bénéficié d'une extension de 6 mois (1er juillet au 31 décembre 2025). Après 3 années de mise en œuvre dans les zones du projet, notamment les préfectures de Zio, Vo et Yoto, dans le domaine de l'éducation sexuelle, près de 800 enseignants/maîtres d'ateliers ont été formés sur l'éducation aux valeurs et à la santé sexuelle et reproductive et la lutte contre les violences en milieu scolaire.

On note aussi, en tout, la formation de 2 600 membres de clubs scolaires répartis dans 112 établissements. Dans le domaine de la santé, le projet a permis de former 50 prestataires de soins de santé sur l'offre de services conviviaux aux adolescents.

Il est à rappeler qu'avec le soutien technique et financier de l'UNFPA, l'ATBEF a lancé au début du mois de Juin, une initiative prometteuse en faveur des jeunes et de leurs familles dans la préfecture de Bas-Mono. À travers des sessions d'Éducation aux Valeurs et à la Santé Sexuelle, 100 adolescents et extrascolaires, ainsi que 50 parents et tuteurs, sont formés afin de mieux comprendre les enjeux liés à la santé sexuelle, aux relations saines, à l'égalité des genres et au respect mutuel. Ces bénéficiaires deviendront des relais communautaires d'informations fiables sur les Droits en Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR), contribuant ainsi à renforcer l'accès à une éducation adaptée et à des services de qualité pour les jeunes.

INVITE DE LA SEMAINE :

Marius Maxime Komlan MINASSEH, Pdt du comité d'organisation de la 13ème édition de la foire Adjafi

Du 21 aout au 7 septembre 2025, se tiendra sur le terrain du lycée d'Agoe Nyivé, la 13è édition de la foire Adjafi. A quelques semaines de l'évènement, le Président du comité d'organisation, sans détour, se livre à, votre journal. Entretien...

Le Médium : 13 ans, 13 éditions que La Foire Adjafi honore toujours ces rendez-vous. Que représente ce chiffre 13 pour vous et pour toute l'équipe d'organisation ?

Marius Maxime Komlan MINASSEH : Le chiffre 13 pour nous, c'est une confirmation que nous prenons de l'âge. Mais essentiellement, Adjafi a grandi, c'est une foire qui a pris du temps pour se transformer progressivement et cette année, elle déploie ses ailes. Vous savez, après des années d'évolution, la treizième pour nous symbolise l'accomplissement d'un cycle. Le passage d'une foire en pleine expansion à une foire devenue un socle solide pour les entrepreneurs que nous sommes, les petites, les très petites et les moyennes entreprises. La treizième édition marque ainsi le début d'un nouveau chapitre, celui d'un renouveau. Le chiffre 13, loin d'être une rupture, est en réalité un puissant symbole de transformation. Adjafi, après avoir grandi, déploie ses ailes pour incarner pleinement sa mission et garantir un avenir structuré et durable pour les jeunes entrepreneurs. Nous avons achevé un cycle, un nouveau commence, nous avons grandi. Nous sommes prêts à bâtir l'avenir. Le cycle de la transformation, il est achevé. L'envoi commence cette année.

Quels sont, selon vous, les éléments clés qui ont permis à la Foire Adjafi de devenir un rendez-vous incontournable des entrepreneurs et tout particulièrement des jeunes entrepreneurs togolais ?

Oui, ça c'est un fait, c'est un acquis. La Foire Adjafi est aujourd'hui un rendez-vous clé pour tout le secteur privé, mais principalement pour les entrepreneurs, les entreprises de petite taille. Maintenant, quels sont les éléments clés qui ont permis cela ? Je commencerai par dire notre vision. Notre vision que nous avons essayé de mettre en place avec détermination et beaucoup de résilience est notre atout principal parce que dès le début, dès les premières éditions, nous savions exactement où est-ce que nous devions aller et qu'est-ce qui nous attendait sur le parcours. Ensuite, je parlerai de notre organisation, de notre équipe.

Derrière le visage de Maxime, Adjafi, que tout le monde connaît, tout le monde voit, c'est toute une équipe, une superbe équipe qui est derrière, que je salue d'ailleurs. C'est toute une famille super solide qui a tenu la foire, qui la tient comme un bébé, c'est-à-dire les parents, les oncles, les tantes, les voisins, une vraie famille à l'africaine que constitue notre équipe, de personnes très engagées, très dévouées, très attachées à ce que nous faisons, mais aussi surtout très qualifiées. Et cette diversité de qualifications ou d'expertises que nous enrichissons chaque année, par tous les moyens possibles, dont les compétences sont renforcées progressivement, et après chaque expérience que nous organisons. C'est la force de cette équipe-là qui constitue un second élément très capital pour notre réussite. Enfin, je parlerai de notre éco-

système, je parlerai de l'environnement politique, économique et social au Togo, particulièrement de notre gouvernement. Les gens peuvent ne pas me croire s'ils le veulent mais moi, je dirai que dès les premières heures, même cette vision dont nous parlons aujourd'hui, nous l'avons eue grâce à un environnement que le gouvernement a favorisé en décidant d'accompagner la création et le développement des entreprises de jeunes. Et nous, on a surfé sur cette politique-là, et on a bénéficié d'un encadrement institutionnel qui nous a permis de tenir face à tout ce qui venait s'imposer à nous comme conflits, et comme difficultés, comme challenges, et on l'a quand même surmonté. Donc, je dirais aussi, s'il n'y avait pas eu un environnement favorable à la mise en place ou à la mise en œuvre de cette vision-là, peut-être qu'on nous aurait interdit l'accès au site, ou on nous aurait interdit l'organisation, l'accompagnement sécuritaire, on nous aurait interdit l'implication des mécanismes-projets de l'État, on nous aurait interdit plein d'apuis techniques, qu'on ne soit pas là. On peut souligner la faible présence d'un appui financier, mais il est important de quand même saluer cet appui technique-là, cet accompagnement institutionnel dont nous avons bénéficié pour pouvoir tenir jusqu'à maintenant. Et maintenant, le dernier élément, c'est notre population. Nous avons Agoe nyive population super fantastique. Je dis super fantastique, et j'insiste, parce que c'est elle qui, dès les premières heures, a décidé de faire de la foire Adjafi ce qu'elle est aujourd'hui.

Un événement propre à Agoe nyivé, mais qui s'impose à tout le pays, à une partie de la sous-région, à toute une génération. Et cette génération-là de Agoe nyivé, de Lomé, je ne peux pas ne pas la citer comme élément clé, parce qu'il n'y a pas une manifestation de cette taille-là qui puisse se développer sans les facteurs démographiques donc, merci de m'avoir donné l'opportunité de sortir ces éléments clés. Il y en a d'autres, mais j'ai sorti les éléments fondamentaux, parce que le reste, c'est de la méthodologie, c'est de la discipline. Mais si tu n'as pas l'humain qu'il faut, si tu n'as pas l'écosystème, l'environnement économique ou politique ou social qu'il faut, tu n'arriveras à rien.

Pourquoi avoir choisi le thème : "Améliorer le packaging des produits togolais pour une meilleure compétitivité des TPME sur le marché de la ZLECAF" ?

Nous restons attachés à notre plan stratégique. Ça fait bientôt je dirai cinq ans qu'on a décidé de choisir un thème central qui est l'agroalimentaire qu'il faut développer sur cinq ans. Nous avons identifié sur les éditions précédentes, c'est-à-dire de 2012 à 2019, que la Foire a vu naître et puis j'ai développé plusieurs entreprises dans le secteur de l'agroalimentaire, a transformation, donc on a décidé de les accompagner plus en abordant les thèmes qui peuvent les aider à mieux orienter leur stratégie interne.

Donc de ce part, la ZLECAF est le challenge au niveau continental et en même temps une opportunité que nous jeunes entrepreneurs nous devons saisir dès maintenant pour ne pas être mis à l'écart dès qu'elle sera totalement activée. Donc depuis 2023, nous avons commencé par aborder profondément

ce thème de la ZLECAF lié au sujet central qu'est l'agroalimentaire. Donc on a parlé de la ZLECAF comme une opportunité, on en a parlé l'année dernière également comme un outil qui peut stimuler la compétitivité de nos entreprises de jeunes. Et cette année, nous allons faire un pas de plus en ressortant un des défis auxquels sont confrontées nos entreprises pour être plus compétitives déjà sur le plan national. Maintenant qu'on va à l'étape continentale, ce défi devient encore majeur, en tout cas plus majeur, c'est le défi du packaging. Et on a choisi d'en parler particulièrement cette année et d'apporter ensemble des solutions, qui pourront permettre à nos entreprises, les très petites, les petites et les moyennes comme les entreprises de jeunes, de pouvoir mieux se préparer pour affronter le challenge auquel nous invite la ZLECAF.

Comment ce thème répond-il aux enjeux actuels des TPME togolaises ?

Bien évidemment, parce que nos entreprises actuellement à Lomé, au Togo, dans nos régions du Togo, elles sont toutes confrontées à une faible capacité de compétitivité, c'est-à-dire que les entreprises n'arrivent pas à s'imposer sur le marché local, malgré les efforts mis en place par le gouvernement, les partenaires de développement, malgré les efforts mis pour soutenir les produits locaux, toutes les campagnes déployées, les produits locaux ont de la peine à pouvoir faire face à la confiance des grandes entreprises, des multinationales qui font des décennies sur le marché africain. Donc, oui, ce thème leur permettra de mieux cerner l'enjeu de la compétitivité liée au packaging et de mieux identifier les approches de solutions, les meilleures stratégies et les meilleures pratiques pour pouvoir proposer sur le marché qui évolue très rapidement, qui est le marché africain, des produits qui sont mieux présentés, mieux vendus et qui peuvent mieux faire face aux autres produits qui sont déversés sur nos marchés, sur le plan national et sur le plan africain.

Quelles actions concrètes ou dispositifs seront mis en place pendant la Foire pour accompagner les exposants sur cette thématique ?

Essentiellement, chaque année, nous organisons des activités d'échanges autour de communication, de panels, de tables rondes qui mobilisent différents acteurs, différents profils et qui abordent chacun, selon son expertise, le thème de l'édition donc, évidemment les exposants bénéficieront des résultats qui découleront de ces échanges. Le forum qui va être fait en mi-août, certainement à Sokodé.

Ensuite, la table ronde des TPME et toutes les communications qui vont se dérouler tout au long de la foire vont nous permettre d'écouter des espèces prononcées sur la question et de collecter les meilleures pratiques, les meilleures solutions qu'on pourra structurer et mettre à la disposition de tous les acteurs, mais particulièrement de nos exposants. Bien évidemment, ils sont les premiers logés pour bénéficier de ces informations.

Le communiqué de presse qui annonce la 13è édition parle d'une édition "réinventée". A quoi devons-nous attendre ?



Maxime Komlan Minasseh

C'est une édition qui nous promet des surprises parce que, une foire transformée, une foire qui prend son envol, doit pouvoir démontrer qu'elle est vraiment transformée. Et dans tous les cas, ceux qui connaissent la foire Adjafi savent que chaque année, quand ils viennent nous visiter, ils ne sont pas déçus. Ils savent que la foire Adjafi affiche chaque année une maturité progressive, un changement progressif.

Cette année, ce changement sera plus concret et plus visible dans l'offre technique, les installations et les stands de sites, l'infrastructure de la foire va nous proposer un dispositif nouveau, l'orientation des différents espaces va vraiment évoluer. Nous allons supprimer des stands qui ne suscitent pas beaucoup d'intérêts pour mettre beaucoup plus de place aux stands qui suscitent de l'intérêt. Nous allons mettre plus les jeunes au cœur de la foire. Nous augmentons la part des stands dédiés aux jeunes sur la foire. Sur les activités également, il y aura beaucoup d'innovations dans la mise en œuvre de nos activités. Une grande partie de la communication aussi sera consacrée à accompagner les exposants pour un plus visible produit. Les années précédentes, on le faisait moins, mais cette année, on va essayer d'appuyer la communication des exposants pour attirer beaucoup plus de visiteurs, consommateurs et acheteurs vers eux, et leur donner les moyens de faire développer leurs produits.

A ce jour quelles sont les plus grandes inquiétudes des exposants sur lesquelles vous travaillez en vue de faire leur participation à cette 13è édition à la foire adjafi ?

Nous essayons à chaque édition de régler un problème que nous avons retenu ou qui nous a été remonté par la collecte de feedback que nous mettons en place chaque année avec les exposants. Nous essayons d'apporter des solutions qui nous permettent d'avoir une meilleure expérience à leur offrir, comme je l'ai dit précédemment, le site de cette année apporte un aménagement qui va permettre une certaine fluidité et qui offrira un meilleur taux de visite à chaque stand principalement mais aussi un confort, une aération, assez de luminosité pour chaque stand ce qui permettra aux exposants de profiter de leur séjour sur la foire. Nous essayons aussi de revoir le dispositif de sécurité, de multiplier les accès aux sites et de multiplier également les points de sortie du site pour faciliter l'arrivée et le retour de nos visiteurs et ainsi améliorer le taux de visite sur la foire.

Et donc tous ces éléments, toutes ces dispositions que nous prenons iront au profit de nos exposants, nous ne cessons pas d'améliorer notre confort pour leur offrir une meilleure expérience parce que c'est pour eux que nous organisons la foire et sans nos exposants nous ne serons pas une foire donc nous faisons tout pour les maintenir et leur donner l'intérêt à participer à la foire Adjafi.

A suivre....

Zozo

BASSAR HOMMAGE A FEU ABASS BONFOH : UN GALA DE FOOT-BALL ORGANISE DANS LA FIEVRE ELECTORALE



Dans l'après-midi du dimanche 6 juillet 2025, a eu lieu à bassar, un gala de football opposant quatre (04) équipes, dont deux équipes féminines (Coiffeuses FC vs les Couturières FC), et deux équipes masculines à savoir : les Jeunes Dynamiques et Barba Sport. Sponsorisé par Gamal Bonfoh, ce gala a pour objectif de rendre un hommage mérité à feu Abass Bonfoh, ancien Président de l'Assemblée nationale, décédé le 30 juin 2021 dans son fief natal, Kabou. A l'entame de ce gala, l'honorable Député, Yawanké Waké Gbati a saisi l'occasion pour sensibiliser les jeunes sur le fair-play, les vertus du vivre-ensemble, la culture de la paix et la solidarité entre les communautés. Revenant sur les réseaux sociaux, l'honorable Yawanké a attiré l'attention des jeunes sur la manipulation et le montage des Fake News, grâce à l'usage de l'intelligence artificielle. " Oui, nous avons besoin des réseaux sociaux dans nos activités de tous les jours, dans nos échanges de chaque jour. Mais restons vigilants avec les fausses informations que certains véhiculent sur ces réseaux sociaux. Ne nous laissons pas entraîner dans de la manipulation, au risque de se retrouver sous le coup de la loi.

La liberté d'expression est un droit reconnu par notre constitution. Mais elle est aussi encadrée par les lois issues de la même constitution. Lorsqu'on nous refuse de manifester, respectons la décision de l'autorité, cela nous évite des problèmes ", a fait savoir Yawanké Waké Gbati.

S'agissant du gala proprement dit, le coup d'envoi a été simultanément donné par le M. Yawanké, Gamal Bonfoh et le candidat Gbati Komi (Groum).

A l'issue des matches, Coiffeuses FC a pris le dessus sur Couturières FC (1 but à 0). Du côté masculin, c'est Barba Sport, qui est venu à bout des Jeunes Dynamiques, sur un score de 4-2 à l'issue des tirs aux buts (0 but partout à la fin du temps réglementaire). Toutes les équipes participantes sont reparties avec des jeux de maillots, des enveloppes et des ballons.

L'organisateur du tournoi s'est dit satisfait de son initiative, car pour lui, le but est atteint. " J'aurais envie, à travers ce gala, que nous nous rappelions de feu Abass Bonfoh, qui est un parent du milieu. Mais aussi faire en sorte que des messages du vivre ensemble, de cohésion nationale, de non-violence puisse passer comme l'a fait l'honorable député Yawanké Waké Gbati.

Nous avons comment, le Président du Conseil, Président de notre grand parti UNIR, tient à ces valeurs. Notre rôle c'est d'aller porter ces différents messages à nos familles, nos frères et sœurs, et c'est ce que nous avons fait à travers ce gala ", a-t-il fait savoir à la fin du gala.

@macite.tg

MUNICIPALES 2025/ CAMPAGNE ELECTORAL : KANIAMBOWA ENTRE DANS LA DANSE

C'est avec la plus grande ferveur et dans une totale allégresse que les populations de Kaniamboua, dans la commune de Sotouboua 1, ont accueilli hier samedi 5 juillet, leur candidat UNIR le cadre de la campagne électorale pour les élections municipales du 17 juillet prochain.

C'est une foule en liesse avec à sa tête le Secrétaire cantonal, Sam Méba, qui a accueilli le postulant très engagé dans la conquête.

Le conseiller sortant, Régis Bozo Bendou Abalo, candidat à sa propre, débutait ainsi sa campagne de proximité, qui devra se poursuivre dans tous les six villages que composent le canton. Il était fier totalement ému par l'accueil qui lui était réservé.

Au menu, il y avait de l'ambiance mais aussi des allocutions. Aussi, dans son mot de bienvenue, Monsieur Sam a d'abord rendu hommage à Dieu, aux mânes des ancêtres et à toutes les divinités protectrices de Kaniamboua. Il a ensuite félicité la politique de paix et de concorde prônée par le Président du Conseil. Laquelle politique pragmatique a permis la tenue de ladite rencontre. Il n'a pas manqué de féliciter et d'encourager le candidat pour le bon choix. Celui de défendre les idéaux du grand parti Union pour la République (UNIR). Aussi, lui a-t-il invité à cultiver la paix et la cohésion sociale très indispensables à tout développement. Il a ensuite exhorté les populations à sortir massivement le 17 juillet prochain pour élire les candidats Unir pour, dit-il, accompagner le Président du Conseil dans le processus d'achèvement de la mise en place de toutes les institutions de la Ve République.

Réagissant aux propos du secrétaire cantonal, Régis Abalo s'est d'abord réjoui des messages utiles qui lui sont adressés. Il s'est montré très confiant de l'assurance qui lui est donnée avant de conclure sur la promesse ferme de remporter la victoire au soir du vote. Cette campagne de proximité, qui a bien débuté, s'est poursuivie sur une note de satisfaction générale dans la soirée au quartier Agôé.

@macite.tg

TOGO-MANIFESTATIONS : LE RESEAU PANAFRICAIN DES OBSERVATEURS ET DEFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE TOUTES ACTIONS METTANT EN PERIL L'ORDRE PUBLIC ET LA STABILITE DU PAYS

Les 6, 26, 27 et 28 Juin 2025, des manifestations violentes se sont déroulées dans certains quartiers de la capitale Lomé à l'appel des bloggeurs et influenceurs dont la plupart sont à l'étranger. Ils ont appelé au soulèvement populaire et au renversement de l'ordre établi dans le pays. Certaines organisations de la société leur ont apporté du soutien sous des prétextes fallacieux. Les autorités, pour leur part, ont pris leur responsabilité pour contenir ces velléités contestataires. Le Réseau panafricain des observateurs et défenseurs des droits de l'homme, de son côté, vient de réagir. C'était lors d'une conférence de presse ce lundi après-midi à Lomé.

" Nous ne pouvons rester silencieux face à une dénonciation unilatérale qui, tout en prétendant agir pour l'intérêt général, omet délibérément des faits essentiels tels que les appels à la violence, les injures publiques, les tentatives de subversion et l'usage manifeste des réseaux sociaux pour inciter à la haine ou à la destruction des symboles républicains ". C'est l'une des déclarations phare du Réseau panafricain des observateurs et défenseurs des droits de l'homme sur la situation politique actuelle togolaise.

Face au communiqué rendu public le 30 Juin 2025 par un ensemble d'organisations se réclamant de la société civile togolaise et qui dédouanait pratiquement ceux qui ont appelé à des manifestations violentes et à l'insurrection au Togo, le Réseau panafricain des observateurs et défenseurs des droits de l'homme a jugé utile et nécessaire de proposer une autre lecture, plus équilibrée,



La table d'honneur

brée, plus lucide et respectueuse des principes fondamentaux qui régissent la vie démocratique. " Il ne s'agit pas ici de défendre un pouvoir, ni de minimiser les attentes légitimes des citoyens, mais de rappeler que toute société civile doit conjuguer liberté et responsabilité, engagement et discernement ", précise-t-il, rappelant que les valeurs que le réseau défend à savoir la justice, la dignité, la paix et la cohésion sociale ne peuvent être défendues efficacement en faisant preuve de silence sélectif ou de complaisance face à des actes qui, objectivement, mettent en péril l'ordre public et la stabilité du pays. " Une société civile crédible se doit d'être responsable et cohérente dans ses dénonciations sans faire le relais aveugle des campagnes de désinformation ", fait-il savoir.

Pour le Réseau panafricain des observateurs et défenseurs des droits de l'homme, c'est dans ces moments critiques que traverse le pays que la société civile doit faire preuve de hauteur. " Etre du côté des droits, ce n'est pas se montrer indulgent envers les dérives, c'est savoir nommer les torts où ils se trouvent. Une société civile authentique ne se laisse pas instrumentaliser. Elle

élève le débat, agit avec responsabilité et veille à préserver l'équilibre entre les exigences de liberté et les impératifs de paix sociale ", affirme le Réseau. Il lance un appel à la société civile, qui ne saurait être uniforme ni capturée par une pensée unique, de rester ancrée dans le réel, soucieuse d'objectivité, de vérité et de paix. " Nous appelons donc toutes les voix citoyennes sincères à se mobiliser non pour attiser les braises des tensions, mais pour raviver les flammes du dialogue, de la justice équilibrée et de la construction nationale ", déclare le Réseau.

Au moment où des individus mal intentionnés tentent par des messages sensationnalistes et des manœuvres émotionnelles de semer la division, la méfiance et d'attiser les tensions dans le pays, Il est du devoir les citoyens épris de paix de préserver le pays des pièges de la haine, de l'ingérence et de construire ensemble un avenir serein. Tout en reconnaissant qu'aucune œuvre humaine n'est parfaite, et que nul dirigeant n'est exempt de critiques, qu'il n'existe aucun système qui n'échappe aux défis, c'est dans le dialogue, dans l'écoute mutuelle et dans la confrontation respectueuse des idées que se construisent les nations



Une vue de l'assistance lors de la conférence de presse

solides. " Le TOGO a toujours su tirer sa force de sa capacité à préserver l'unité face aux turbulences, et nous croyons fermement qu'il est encore possible de faire entendre toutes les voix dans un cadre apaisé, sans céder aux chants dangereux de la radicalisation et de la violence ", martèle le Réseau.

Le Réseau panafricain des observateurs et défenseurs des droits de l'homme rappelle que le TOGO a déjà payé un lourd tribut à l'escalade de la violence. Les événements de Sokodé en 2017 qui, ont conduit à des actes d'une extrême barbarie, dont l'égorgement de représentants des Forces de l'Ordre, doivent servir de rappel solennel. La violence ne construit rien, elle détruit tout. Il est de la responsabilité collective de tous de veiller à ne jamais retomber dans de telles dérives. Selon le Réseau, " Le TOGO mérite une société civile qui n'alimente pas les tensions, mais les désamorce et qui ne ferme pas les yeux sur les dérapages, mais les condamne. " Nous appelons dès lors, toutes les voix citoyennes sincères à ne pas céder à la tentation de l'unanimité ou de l'indignation automatique, mais à œuvrer pour une société apaisée, ouverte aux débats et soucieuse du bien commun ", lit-on dans

une déclaration rendue publique par le Réseau.

En rappel, 114 personnes avaient été interpellées dans le cadre de ces manifestations des 6, 26, 27, 28 Juin 2025 selon le procureur de la République. À l'issue des premières auditions, 87 d'entre elles ont été immédiatement relaxées, tandis que 27 ont été placées en détention. Sur ces 27 personnes détenues, 18 ont été condamnées à l'audience du 04 Juillet 2025 après enquêtes. Les 09 restants font l'objet d'une information judiciaire c'est-à-dire que des investigations ou des enquêtes complémentaires doivent être faites dans leurs dossiers pour plus d'amples informations. Aussi, une enquête judiciaire est ouverte contre X et elle est en cours et a pour objectif d'élucider les circonstances et les causes exactes des morts retrouvés dans les lacs et lagunes, survenues avant la période des manifestations.

Le Réseau panafricain des observateurs et défenseurs des droits de l'homme rappelle que s'il est facile d'invoquer le droit à la manifestation ou à la liberté d'expression, ces droits ne sauraient justifier des comportements qui mettent en péril l'ordre public, la sécurité des personnes, des biens et la paix civile. La liberté sans cadre n'est pas une avancée démocratique, c'est une dérive potentiellement tragique. Ces droits sont garantis, mais ils ne sont, en aucun cas, absolus. Ils trouvent leur limite dans le respect des lois et des autres citoyens. Il ne saurait être question de confondre liberté et abus, démocratie et anarchie, légitime revendication et manipulation idéologique.

ALI SAMBA

Un avocat togolais au Comité exécutif de l'Union Panafricaine des Avocats, le plus grand regroupement d'Avocats du continent

Maître Koffi Sylvain MENSAH ATTOH, Doyen du Conseil de l'Ordre des Avocats du Togo, a été élu Vice-Président pour la Région Afrique de l'Ouest de l'Union Panafricaine des Avocats (UPA/PALU) et ce pour un mandat de 3 ans (2025-2028).

Ancien Trésorier du Comité Exécutif sortant, Me Koffi Sylvain MENSAH ATTOH est un membre à vie de l'UPA dont il participe aux activités depuis plus de dix (10) ans.

Cette élection honore notre pays et le Barreau du Togo parce que c'est la première fois qu'un avocat togolais est porté à ce niveau de l'Union Panafricaine des Avocats qui a été créé à Addis-Abeba (Ethiopie) en 2002. Il se veut le plus grand forum continental créé par et pour les Avocats et les Associations d'avocats (Barreaux) en Afrique et dans la Diaspora avec pour vision de refléter les aspirations des peuples africains et de défendre la justice, la bonne gouvernance et l'Etat de Droit sur tout le continent. Il se veut également un outil de promotion et de protection de la profession juridique et d'accompagnement des politiques publiques pour une meilleure intégration avec l'adhésion des avocats africains aux projets de développement sur le continent parce qu'ils demeurent des acteurs précieux des économies africaines.

L'élection de Me MENSAH ATTOH qui remplace à ce poste Maître Joyce ODUAH de l'Association Nigérienne des Avocats, est la reconnaissance du leadership et du Barreau du Togo dans la sous-région sur certaines questions comme la lutte contre le blanchiment



d'argent, le terrorisme et la corruption, la promotion de la ZLECA, l'harmonisation du droit des affaires et la dette souveraine des Etats qui sont des programmes sur lesquels l'UPA intervient en dehors des actions pour la protection des Droits humains, la promotion de la Bonne gouvernance et de l'Etat de droit.

La mission assignée au Vice-Président par le nouveau Président élu, l'éthiopien Tewodros GETACHEW TULU est de :

- la sensibilité des confrères et consœurs de notre Région pour une massive adhésion à l'UPA,
- l'organisation des sessions de formation à leur intention sur des sujets présentant un intérêt pour eux,
- l'organisation chaque année d'une conférence régionale à laquelle peuvent assister les confrères et consœurs des autres régions pour partager la même vision et les mêmes préoccupations pour la profession juridique en Afrique,

- la promotion des jeunes et des femmes avocats de notre sous-région pour une meilleure participation aux activités de l'UPA,

- la défense de la profession au sein de la Région avec l'appui du bureau continental dont le siège est Arusha qui gagnerait à accueillir des avocats ou juristes francophones pour se familiariser aux procédures devant la Cour Africaine des droits de l'homme et aux divers programmes de l'UPA,

- et d'autres activités encore de notre organisation.

C'est aussi la reconnaissance à l'international du leadership et des engagements de Maître MENSAH ATTOH pour les droits humains, l'autonomisation des femmes, l'émancipation des jeunes et leur attachement au continent africain, le développement culturel et intellectuel de l'Afrique.

Lui qui est déjà :

- Vice-Président pour l'Afrique de

l'Institut International du Droit d'expression et d'Inspirations françaises (IDEF) dont le Président en exercice est Monsieur Bernard CASENEUVE, Ancien Premier Ministre français,

- Membre du Tribunal Arbitral du Sport (TAS) de Lausanne depuis 2000,

- Avocat inscrit sur la liste des Conseils de la Cour Pénale Internationale (CPI) depuis déjà 15 ans.

Conseiller Consulaire des Français de l'Etranger pour le Togo et le Ghana et responsable de plusieurs organisations de la société civile œuvrant dans le domaine de la promotion de la femme et de la protection de l'environnement, Me MENSAH ATTOH est une figure de proue du Barreau du Togo.

Il a prêté serment comme Vice-Président de l'UPA à respecter et protéger les statuts et règlements de l'Union, à œuvrer à l'émancipation du continent et à faire progresser les objectifs de l'UA et la vision de l'UPA dans la région ouest-africaine.

Dans le cadre de leur mission, les Vice-présidents devront mobiliser les confrères et consœurs de la région à adhérer à cette vision en participant, en dehors des activités des autres organisations professionnelles comme la CIB et la Conférence de Barreau de l'UEMOA ou des Barreaux des pays de l'Afrique de l'Ouest, aux programmes de formation et de sensibilisation de l'Union dans les régions respectives. Ils doivent nouer des partenariats avec des structures étatiques et privées en concertation avec les Barreaux nationaux pour faciliter ces diverses activités.

Maître MENSAH ATTOH entend s'a-

dresser à tous les Barreaux de l'Afrique de l'Ouest et surtout francophones pour l'organisation de ces activités et la mobilisation des confrères à travers un comité local qui l'accompagnera dans sa mission.

Il voudra compter sur le soutien des autorités togolaises et des autres pays ainsi que des Barreaux nationaux et les médias pour mener à bien sa mission pour le rayonnement du Barreau du Togo et de la sous-région.

Le désormais Vice-président de l'UPA pour l'Afrique de l'Ouest nous a confié que la cohésion qui se dégage des premiers contacts sous le leadership du nouveau Président Tewodros GETACHEW TULU, ancien Vice-Président pour l'Afrique de l'Est et Président de l'Association des avocats d'Ethiopie, est un gage de réussite de ce mandat placé sous le signe de la médiatisation, de la mobilisation et de la gestion efficiente des ressources et du renouvellement et renforcement du partenariat avec les barreaux nationaux et les bailleurs de fonds. Avec en toile de fond une présence sur les médias et les activités menées au sein des barreaux nationaux, un appui aux barreaux nationaux en cas de besoin dans un esprit de collaboration pour une meilleure visibilité et une efficacité de fonctionnement de l'Union.

Le Comité exécutif élu entend mener des activités dans la majorité des pays du continent tout le long de son mandat.

Maître MENSAH ATTOH a fort à faire pour faire rayonner les barreaux de l'Afrique de l'Ouest durant ce mandat.

Nous lui souhaitons bonne chance et bon mandat.

PRÊT SCOLAIRE
**LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS**
DISPONIBLE EN 24H



JUSQU'À 5 MOIS
DE SALAIRE

TAUX
0%

1^{ER} JUILLET AU
31 OCTOBRE 2025



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



Le saviez
VOUS ?

**NOUS VOUS
PRÊTONS**

en attendant que vos
clients vous paient.



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP



www.boatogo.com